Suites judiciaires encourues

La justice pénale a pour objectif de rechercher, poursuivre et juger les auteurs d'infractions. La procédure pénale constitue les règles qui doivent être respectées pour accomplir ces objectifs.

La procédure pénale peut être déclenchée par le dépôt de plainte de l'une des victimes ou par une dénonciation de l'autorité. Ces leviers permettent de signaler les faits à la Justice.

Dans cette fiche, vous trouverez les risques pénaux encourus par les auteurs d'infractions sexuels et sexistes.

Le déclenchement de la procédure

• La recherche de preuves

L'enquête de police judiciaire est menée par les officiers ou agents de police judiciaire sous le contrôle du procureur de la République.

Elle permet de rassembler les preuves d'une infraction et de rechercher l'auteur des faits. Dans certains cas, le suspect peut être placé en garde à vue. A l'issue, le procureur de la République clôture l'enquête et décide des suites à donner (classement sans suite, alternatives aux poursuites ou convocation devant le tribunal).

• En cas de poursuites les voies sont multiples

- Les mesures alternatives aux poursuites : permettent de réparer le dommage qui a été causé, de mettre fin aux troubles ou de prévenir la récidive. Elles peuvent prendre plusieurs formes (avertissement pénal probatoire, médiation pénale, stage de citoyenneté, travail d'intérêt général ou composition pénale).
- La phase préalable aux procès : après l'enquête judiciaire ou en cas de refus des mesures alternatives, une information judiciaire peut être ordonnée ou l'auteur peut être renvoyé devant une juridiction pour être jugé (comparution par reconnaissance préalable de culpabilité ou comparution immédiate).
- Le procès pénal : il se déroule devant le tribunal correctionnel, s'il s'agit d'un délit ou devant la Cour d'assises, s'il s'agit d'un crime.

Les peines encourues

L'acte d'agression sexuelle est défini par l'[article 222-22 du Code pénal](#). Son auteur peut être sujet à plusieurs sanctions dont :

La poursuite pénale pour viol et agressions sexuelles

L'auteur des faits et ses complices peuvent être poursuivis pour viol et agression sexuelle. En effet, cette infraction engage leur responsabilité pénale.

La condamnation à des amendes et à des peines d'emprisonnement

Le Code pénal précise dans l'[article 222-27](#) que l'agression sexuelle est punissable d'une peine d'emprisonnement de 5 ans ainsi que d'une amende de 75 000 € tandis que le viol est puni d'une réclusion criminelle de 15 ans. Toutefois, il existe quelques circonstances aggravantes qui peuvent augmenter les sanctions à 10 ans d'emprisonnement et à 150 000 € d'amende pour l'agression sexuelle ainsi qu'à 20 ans de réclusion criminelle pour le viol.

Vous trouverez ci-dessous une liste non-exhaustive des circonstances aggravantes :

- L'agression entraîne une blessure ou une incapacité de travail de plus de 8 jours ;
- L'auteur a abusé de l'autorité conférée par ses fonctions ;
- Le coupable et la victime ont été mis en contact par internet ;
- L'agression est commise par le conjoint de la victime ;
- L'acte est réalisé sous l'emprise de l'alcool ou d'une drogue ;
- La victime a été droguée par l'agresseur ;
- L'acte est commis en présence d'un mineur ;
- L'agression est commise sur un mineur de quinze ans ;
- L'agression relève d'un caractère incestueux.

Enfin, les peines supplémentaires de la liste suivante peuvent être prononcées par le tribunal en cas d'agression sexuelle :

- Injonction ;
- Interdiction de séjour ;
- Interdiction de travailler avec un mineur ;
- Inéligibilité.

NOTA :

Par définition, une circonstance aggravante est un fait défini par la loi et qui permet d'augmenter les peines maximales prévues par le Code pénal.

Le paiement de dommages et intérêts

La victime d'un viol ou d'une agression sexuelle a le droit de demander une indemnisation pour les préjudices subis. L'auteur peut être condamné à payer des dommages et intérêts dans les cas de la liste ci-dessous :

- Le ministère public le poursuit devant la juridiction compétente ;
- La victime se constitue partie civile.